

*Initiatives ministérielles*

de l'Ouest canadien en Ontario et au Québec. À l'époque où l'on a proposé la construction d'un gazoduc, on n'a jamais soulevé la question du droit de le poser dans les provinces de Saskatchewan et du Manitoba pour amener le gaz en Ontario. Le gouvernement fédéral de l'époque avait compris que s'il fallait transporter un produit, en l'occurrence le gaz naturel, de l'Ouest aux marchés du centre et de l'Est, il devait en faciliter le transport. S'il fallait passer par d'autres provinces, la Saskatchewan et le Manitoba dans ce cas-ci, soit.

Bien sûr, les députés savent que depuis de nombreuses années, on transporte du gaz par un pipeline qui traverse ces provinces à destination de l'Ontario et du Québec. La comparaison qui suit s'impose: La province de Terre-Neuve et du Labrador a une magnifique installation hydro-électrique aux chutes Churchill au Labrador, construite au milieu des années 60 grâce à la collaboration des deux gouvernements provinciaux concernés, soit le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador, d'une part, et celui du Québec, d'autre part, et surtout à la collaboration de leurs sociétés d'hydro-électricité: la *Newfoundland and Labrador Hydro*, comme on la connaît maintenant, et Hydro-Québec.

• (1350)

Je n'entrerai pas dans les détails du financement de ce projet d'immobilisations parce que cela ne serait pas à propos. Je vous ramène à l'exemple que je vous ai donné tout à l'heure au sujet du transport du gaz naturel de l'ouest du Canada jusqu'en Ontario au moyen d'un gazoduc qui traverse les provinces visées.

Je vous demande de comparer cela au transport de l'énergie hydro-électrique produite à Churchill Falls, au Labrador, c'est-à-dire dans la province de Terre-Neuve, jusqu'aux États-Unis, où elle est surtout consommée. Comme vous le savez, monsieur le Président, l'électricité produite à Churchill Falls, au Labrador, est destinée depuis des années aux États-Unis, en particulier dans l'État de New York.

Comment cette énergie se rend-elle de Churchill Falls, au Labrador, dans la province de Terre-Neuve, jusque dans l'État de New York? Il suffit de jeter un coup d'oeil sur une carte géographique pour voir que le chemin le plus court traverse la province de Québec et c'est effectivement celui qu'elle emprunte, mais ce n'est pas

tout. Si elle emprunte cette voie, c'est seulement à cause d'un arrangement impliquant un intermédiaire, Hydro-Québec. Hydro-Québec achète de l'électricité à Newfoundland and Labrador et la revend à une entreprise-cliente américaine.

Cela a l'air d'un commerce fort raisonnable tant qu'on ne connaît pas les montants impliqués. Je n'ai pas tous les chiffres en mains, mais les députés doivent être mis ici au fait de deux points fondamentaux que je tiens à leur communiquer.

Premièrement, ils doivent savoir que le gouvernement terre-neuvien touche bien peu de chose contre sa ressource comparativement aux centaines de millions de dollars qu'empoche Hydro-Québec, d'abord comme revendeur, puis comme investisseur dans l'aménagement des lignes de transport au milieu des années 60. Je ne veux pas induire la Chambre en erreur, mais on parle de recettes annuelles de quelques millions de dollars dans le cas de Terre-Neuve—20 ou 30 millions—et de 800 millions de dollars pour Hydro-Québec et partant, le Trésor québécois.

Tous, peu importe notre parti, nous avons admis que l'accord était injuste. Nous avons aussi le sens des obligations contractuelles et nous, de Terre-Neuve et du Labrador, avons fait ce que nous estimions devoir faire quoiqu'il soit parfois difficile de s'y résoudre. Nous avons agi comme toutes les entreprises, nous avons respecté le contrat, aussi injuste soit-il.

Il existe cependant un autre moyen de régler une question connexe. Pourquoi connexe? Et bien, pourquoi nous, les habitants de Terre-Neuve et du Labrador accepterions-nous un autre accord semblable? Nous avons les ressources. Les sources de cinq rivières se jetant dans la mer dans le sud-est du Québec se trouvent à Terre-Neuve et au Labrador.

Il a été proposé il y a longtemps que les deux provinces collaborent à la mise en valeur des ressources hydro-électriques.

Il existe aussi un projet de mise en valeur des chutes Muskrat, mais pourquoi répéterions-nous l'erreur des chutes Churchill? Pourquoi devrions-nous encore jouer le rôle de porteurs d'eau, nous contenter des prestations d'aide sociale et du salaire minimum tandis qu'une autre province retire tout le profit de la mise en valeur de nos ressources?